

UniGR-CBS Working Paper Vol. 21

Euroscepticisme et effet frontière

Le cas de la région française du Grand Est, lors des élections européennes de 2024

Grégory HAMEZ

Grégory Hamez

Université de Lorraine

Centre de Recherche en Géographie LOTERR UR 7304

gregory.hamez@univ-lorraine.fr

UniGR-CBS 2024

DOI : 10.5281/zenodo.12636950

Remerciements

Ce Working Paper est une suite du projet Border-Life, soutenu par la MSH Lorraine (MSHL, Université de Lorraine / CNRS). Le projet Border-Life réunit Mathias Boquet (MCF en géographie, Université de Lorraine), Rachid Belkacem (MCF en socio-économie, Université de Lorraine), Liliane Lizzi (IE en sciences de l'information géographique, MSHL), Colette Renard-Grandmontagne (MCF en géographie, Université de Lorraine) et Lionel Viglino (administrateur, INSEE). L'auteur remercie également Philippe Hamman (PR en sociologie, Université de Strasbourg) pour sa relecture d'ensemble, et Simon Edelblutte (PR en géographie, Université de Lorraine) pour son aide à l'interprétation de la carte des résidus.

L'auteur assume l'entière responsabilité du contenu de la publication.

Euroscepticisme et effet frontière

Grégory Hamez

FR – La littérature scientifique sur l'euroscepticisme des populations frontalières apporte des résultats contradictoires. Ce Working Paper privilégie une entrée spatiale, pour montrer que le niveau d'adhésion des populations frontalières à l'UE doit être sondé à une échelle locale, et non à une échelle régionale. L'euroscepticisme est estimé à partir du vote au scrutin européen de juin 2024, dans le cas de la région française du Grand Est, frontalière avec 4 pays. Plusieurs caractéristiques de ce vote sont analysées et mises en relation avec le profil socio-économique des territoires, dans une approche de géographie quantitative. Les résultats montrent qu'il y a une spécificité frontalière dans les attitudes envers l'UE, dans le sens d'un désengagement (abstention). Ils montrent aussi la variété des contextes frontaliers, et, parmi les groupes sociaux, un effet d'euroscepticisme moindre chez les ouvriers et les employés proches des frontières.

Mots-clefs : euroscepticisme, régions frontalières, élections européennes, géographie, Grand Est

Euroscepticism and the border effect

EN – The scientific literature on the Euroscepticism of border populations provides contradictory results. This Working Paper takes a spatial approach, to show that the level of support for the EU among border populations should be surveyed on a local scale, and not on a regional scale. Euroscepticism is estimated on the basis of the vote in the European elections of June 2024, in the case of the French region of Grand Est, which borders on 4 countries. Several characteristics of this vote are analysed and related to the socio-economic profile of the territories, using a quantitative geography approach. The results show that there is a border specificity in attitudes towards the EU, in the sense of disengagement (abstention). They also show the variety of border contexts, and, among social groups, a lesser effect of euroscepticism among blue-collar and white-collar workers close to the border.

Keywords: Euroscepticism, borderlands, European elections, geography, Grand Est

Euroskeptizismus und Grenzeffekt

DE – Die Fachliteratur zum Euroskeptizismus von Grenzraumbewohner:innen spiegelt widersprüchliche Ergebnisse. In diesem Working Paper wird ein räumlicher Zugang gewählt um zu zeigen, dass die Einstellung der Grenzraumbewohner:innen gegenüber der EU nicht auf regionaler, sondern auf lokaler Ebene erhoben werden sollte. Der Euroskeptizismus wird anhand der Stimmabgabe bei der Europawahl im Juni 2024 in der französischen Region Grand Est, die an vier Länder grenzt, untersucht. Mehrere Merkmale der Stimmabgabe werden mit einem quantitativ-geographischen Ansatz analysiert und mit dem sozioökonomischen Profil der verschiedenen Gebiete verknüpft. Die Ergebnisse zeigen eine Grenzspezifität hinsichtlich der Einstellung gegenüber der EU bzw. hinsichtlich des Rückzugsverhaltens (Stimmenthaltung). Sie zeigen ferner Unterschiede nach betrachteten Grenzgebieten und sozialen Gruppen, wobei grenznah lebende Arbeiter und Angestellte der EU weniger skeptisch gegenüberstehen.

Schlüsselwörter: Euroskeptizismus, Grenzregionen, Europawahlen, Geografie, Grand Est



1. Introduction

Le niveau d'adhésion à l'Union européenne, pour les populations habitant à proximité des frontières intérieures, constitue un sujet de recherche aux résultats contrastés. La littérature scientifique apporte deux visions contradictoires. Certaines études attestent d'un attachement pro-européen fort pour les personnes vivant auprès de ces frontières, et l'expliquent par les ressources et opportunités offertes par le pays voisin, en termes de mobilité professionnelle ou commerciale ; ces personnes peuvent avoir un intérêt objectif à l'ouverture des frontières et à une intégration européenne qui la garantisse (Gabel et Palmer 1995, Kuhn 2012 et 2015). D'autres études montrent au contraire que ces populations auraient un niveau élevé d'euro-scepticisme (Nasr et Rieger 2023), pour différentes raisons : en cas de différentiel économique élevé à la frontière (Rippl et al, 2010), ou d'attitudes négatives envers les populations issues de l'autre pays (Balogh 2013). Pour apporter un regard renouvelé sur l'attachement à l'Union Européenne (UE) dans les régions frontalières, ce papier privilégie une entrée par une échelle locale, en considérant que c'est à la toute proximité des frontières que les effets les plus singuliers peuvent se produire. Le niveau d'euro-scepticisme est mesuré à partir des résultats du scrutin européen qui s'est tenu du 6 au 9 juin 2024. En identifiant les variables explicatives du vote eurosceptique, dans le cas de la région française du Grand Est, ce papier montrera la spécificité frontalière dans les attitudes envers l'UE, entre formes de désengagement (abstention), variété des contextes frontaliers, et, parmi les groupes sociaux, l'effet d'euro-scepticisme moindre chez les ouvriers et les employés. Une première partie resitue théoriquement la question de recherche, une deuxième partie explicitera la méthode suivie, une troisième apportera les résultats, qui seront discutés en conclusion.

2. Contexte théorique

La littérature scientifique sur l'attachement des populations frontalières à l'Union européenne a été menée essentiellement dans le domaine des sciences politiques, mais aussi en anthropologie, sociologie et géographie. Nous verrons ici quelques questionnements et résultats apportés au sein de ces disciplines, pour terminer sur l'apport attendu d'une approche géographique à l'échelle locale.

Les sciences politiques ont apporté des éléments solides pour comprendre l'attachement des citoyens des pays membres à l'Union européenne. En suivant la théorie utilitaire, et dès les années 1990, l'hypothèse suivant laquelle le soutien à l'UE serait plus important dans les régions bénéficiant des fonds communautaires, comme les régions frontalières, a été confirmée par plusieurs analyses de données issues de l'Euro-baromètre (Lubbers & Scheppers 2005, Mahler et al. 2000). Dans ces régions frontalières, selon Gabel & Palmer (1995), les citoyens « peuvent avoir davantage de possibilités pour exploiter le libre marché tant du commerce, de l'emploi que des finances » (traduit de l'anglais par l'auteur), ce qui amène à considérer favorablement l'intégration européenne. Dans le détail, la perspective de pouvoir trouver un emploi de l'autre côté de la frontière est un des avantages les plus tangibles, comme l'a montré Schönwald à partir d'interviews dans la Grande Région située entre Allemagne, Belgique, France et Luxembourg (Schönwald 2013). Cependant, il serait erroné de postuler que la population des travailleurs frontaliers serait particulièrement pro-européenne : les études de sciences sociales ont montré que cette population est davantage intégrée au lieu de résidence qu'au lieu de travail, en termes de sociabilité – le temps de navette entre lieu de résidence et lieu de travail est généralement plus élevé que pour le reste de la population, ce qui est un frein à la socialisation au lieu de travail (Wille 2012, Drevon 2016).

En outre, les contextes territoriaux frontaliers sont différents, et la question se pose aussi de la possibilité de généraliser pour toutes les régions frontalières. Nasr et Rieger (2023) ont tenté une telle généralisation en considérant toutes les régions frontalières intérieures de 19 pays de l'UE, et en mesurant les effets du vote eurosceptique lors des scrutins nationaux et européens de 1999 à 2019 d'une part, en comparant avec les données de l'Eurobaromètre d'autre part. Les régions frontalières considérées sont définies comme les espaces découpés au niveau NUTS 3 (pour la partie des analyses relative aux votes) ou NUTS2 (pour les analyses relatives à l'Eurobaromètre) et limitrophes d'un autre pays membre – c'est un niveau de découpage spatial assez vaste, puisque le NUTS 3 correspond par exemple aux départements français, et le NUTS2 aux anciennes régions françaises comme la Lorraine. Le modèle quantitatif mis en œuvre amène les auteurs à conclure sur un euroscepticisme sensiblement plus important dans les régions frontalières. Ce résultat global interroge, notamment au regard du découpage spatial. Le découpage en NUTS 3 est très hétérogène dans l'Union européenne ; il s'agit par exemple de zones assez étendues dans certains pays, comme la France avec les départements ou l'Espagne avec les provinces, contrairement à des zones bien plus restreintes en Allemagne (*Kreise*) ou en Autriche (*Gruppen von politischen Bezirken oder Statutarstädte*). Il convient ici de rappeler que la distance compte en géographie, comme le rappelait Tobler en 1970, dans ce qui fut appelé la Première Loi de la Géographie : « tout est lié à tout le reste, mais les choses proches sont plus liées que les choses éloignées » (Tobler 1970, traduit de l'anglais par l'auteur). La présence d'une frontière internationale peut perturber cette loi de façon contradictoire, souvent en restreignant les relations, parfois en les renforçant à distance. Mais de façon générale c'est véritablement à la toute proximité des frontières, en termes d'une distance euclidienne de quelques kilomètres, que les phénomènes frontaliers sont les plus tangibles (cf. Dokoupil et Havlicek, 2002). Une méthodologie systématique considérant que les régions frontalières de l'UE peuvent être définies en utilisant le découpage NUTS3 est donc sujette à caution.

En outre, l'attitude envers l'UE peut être ambiguë en fonction de la localisation de ces régions, dans la mesure où dans certaines régions frontalières « centrales » comme l'Alsace en France ou les Länder autrichiens du Burgenland et de Salzburg, le niveau de soutien à l'UE est effectivement élevé, alors qu'il est plus mitigé dans les régions frontalières situées en périphérie de l'UE (Leconte, 2010). Les perceptions peuvent même être opposées dans les espaces situés de part et d'autre d'une même frontière : Kuhn a montré qu'à la frontière franco-allemande, si les habitants des régions allemandes limitrophes développent un degré d'ouverture et de transnationalisme particulier (en termes de liens d'amitié et de sociabilité, avec pour conséquence un support particulier en faveur de l'UE), supérieur à ce qu'il peut être dans les régions allemandes du centre du pays, ce n'est pas le cas des régions françaises situées de l'autre côté de la frontière, qui présentent un degré d'ouverture moindre et ne se distinguent pas significativement des régions françaises de l'intérieur (Kuhn 2012).

Ce dernier résultat peut sembler surprenant dans la mesure où les espaces frontaliers français du nord-est de la France comptent de nombreux travailleurs frontaliers, dont les mobilités se tournent surtout vers le Luxembourg et la Suisse, mais aussi vers l'Allemagne. Il n'en fait pas moins écho aux travaux de Decoville et Durand, qui ont montré que les interactions frontalières ne se traduisent pas nécessairement par un renforcement de la confiance mutuelle (Decoville et Durand, 2019).

Cette ambiguïté est confirmée par les résultats du référendum français pour le Traité constitutionnel en 2005, qui permet une analyse précise des variations spatiales : en particulier, le taux d'abstention était particulièrement élevé dans les communes proches des frontières avec la Belgique, le Luxembourg, l'Allemagne et la Suisse, comme si habiter près de la frontière rendait difficile toute prise de position envers l'Europe (Boy & Chiche, 2005).

Cette rapide revue de littérature montre que la question des représentations de l'UE quand on vit aux frontières reste un sujet de controverse. Les quelques exemples de méthodologie pris ci-dessus indiquent aussi l'intérêt des données électorales pour prendre le pouls de ces représentations. La question des échelles spatiales ressort comme un élément important, compte tenu du rôle de la distance dans l'établissement

des interactions transfrontalières – par opposition aux travaux qui s’appuient sur des découpages globaux comme Nasr et Rieger avec le niveau des NUTS 3 (Nasr et Rieger 2023).

Notre terrain d’étude s’étend à la région française du Grand Est, qui présente plusieurs intérêts : c’est une région frontalière avec 4 pays (Allemagne, Belgique, Luxembourg et Suisse) ; de très intenses flux de travail frontalier sont noués avec le Luxembourg et la Suisse ; la région Grand Est est étendue, certaines de ses parties sont loin de toute frontière ce qui aidera à identifier les phénomènes relevant d’une singularité frontalière et les autres.

Notre hypothèse principale est qu’il existe une bande frontalière restreinte à proximité des frontières, où les habitants développent un lien spécifique envers l’Union européenne. Deux enjeux en découlent : si cette hypothèse se vérifie, un premier enjeu sera d’apprécier la largeur de cette bande frontalière, un second sera de caractériser ce lien, en termes d’europhilie ou au contraire d’euroscpticisme.

3. Méthodologie

Les choix méthodologiques concernent la sélection des variables, et le traitement d’ordre statistique et cartographique.

Sélection des variables

Les variables sélectionnées concernent les résultats aux élections européennes d’une part, les variables explicatives de ce vote d’autre part.

Les résultats aux élections européennes sont disponibles sur le site web du Ministère français de l’Intérieur, pour chaque commune de France¹.

Un problème important pour l’analyse tient à l’éparpillement des listes : un total de 38 listes avait été déposé. Il s’avère indispensable de les regrouper pour mener l’analyse, en lien avec notre question de recherche. Cette dernière étant de tester le lien entre les citoyens et l’attachement européen, le choix est pris de définir l’attachement européen comme celui à l’Union européenne telle qu’elle existe ou telle qu’elle pourrait évoluer au moyen de réformes, plutôt qu’au moyen de révolutions. En d’autres termes, chacune des 38 listes est analysée pour identifier si la position est de poursuivre ou renforcer la construction européenne ; de s’y opposer ; ou d’aller dans aucun de ces deux sens, c’est-à-dire que l’Union Européenne n’est vue comme un atout ni comme un problème, ce n’est simplement pas la question principale qui se pose.

La méthode pour déterminer dans laquelle de ces trois catégories rentrent ces listes s’est basée sur les professions de foi déposées officiellement auprès du Ministère de l’Intérieur, et mises à la disposition des citoyens (soit par envoi postal au domicile, soit par consultation sur le site du Ministère de l’Intérieur)². Aucun autre élément de notoriété éventuelle des candidats ou des partis n’a été pris en compte : nous sommes partis de l’idée que sur la page de profession de foi, et dans la mesure où le scrutin concerne le Parlement européen, les candidats avaient dû de façon synthétique mettre en avant (ou pas) le type d’engagement européen qui les caractérise. En outre, il s’agit de l’information la plus officielle et la plus immédiate dont disposaient les citoyennes et les citoyens pour se déterminer.

Le tableau en annexe 1 présente le résultat, en le justifiant par des citations issues des professions de foi.

Certains classements sont évidents : la liste animaliste n’a pas de position sur l’Europe ; les listes « Réveiller l’Europe » de Raphaël Glucksmann ou « Besoin d’Europe » de Valérie Hayer sont pro-européennes ; les listes « La France Revient » de Jordan Bardella ou « L’Europe ça suffit » de Florian Philippot » sont euroscptiques, dans le sens d’une opposition à l’UE telle qu’elle est – sans parler des listes prônant le Frexit. D’autres classements sont plus difficiles à effectuer : par exemple, la liste « La France Insoumise » a été classée

¹ <https://www.archives-resultats-elections.interieur.gouv.fr/resultats/europeennes2024/index.php> (consulté le 26/06/2024).

² La profession de foi des candidats est disponible sur : <https://programme-candidats.interieur.gouv.fr/> (consulté le 26/06/2024).

parmi les listes sans positionnement sur l'Europe, car la lecture de la profession de foi n'indique pas de positionnement sur l'Europe ; l'essentiel du combat est contre la vie chère, ou pour une réaction quant au conflit au Proche-Orient, et ce combat peut être mené dans quelque arène que ce soit, sur la scène politique française ou européenne – l'Europe n'est pas la question.

Enfin et sans que cela ait été recherché au départ, chacun des trois types comprend un tiers du total du nombre de listes : 12 listes pro-UE, 13 listes anti-UE, et 13 listes sans positionnement sur l'UE. Dans la suite du Working Paper, les premières seront dénommées listes europhiles, les deuxièmes eurosceptiques, les troisièmes indifférentes à l'Europe. Une telle appellation peut être vue comme un abus de langage dans la mesure où le positionnement vaut *stricto sensu* par rapport à l'UE plutôt qu'à l'Europe ; elle n'en est pas moins assez juste, dans la mesure où les listes qui se positionnent en opposition à l'UE sont pour la majorité et pour les plus influentes d'entre elles, en faveur d'un retour aux frontières nationales – un FREXIT.

Face aux résultats électoraux, d'autres variables pouvant être liées au vote sont réunies, dans une démarche assez classique de géographie électorale quantitative (Gana et al. 2012). Dans la mesure où un vote anti-européen peut être assimilé à un vote protestataire, l'attention a été portée aux déterminants de ce vote protestataire : d'un point de vue socio-économique, certaines catégories sociales comme les ouvriers sont reconnues pour développer davantage un vote anti-système que d'autres catégories sociales (Girard 2012, Pradis 2014) ; d'un point de vue spatial, c'est le cas aussi d'un péri-urbain déclassé, pour reprendre la thèse de Christophe Guilluy, avec aussi les nuances qu'il convient de lui porter (Girard 2012, Guilluy 2010).

Nous avons fait le choix de réunir des variables relevant de deux ordres différents (tableau 1) :

- Certaines ont trait aux habitants : catégories sociales, taux de chômage, niveau de diplôme ;
- Certaines ont trait aux types d'espace : densité de population, prix de l'immobilier.

Variable	Source	Période de référence
Catégories sociales des actifs de 15 à 64 ans : -agriculteurs exploitants actifs ; -artisans, commerçants, chefs d'entreprise actifs -cadres et professions intellectuelles supérieures actifs -professions intermédiaires actives -employés actifs -ouvriers actifs	INSEE, données en ligne données communales www.insee.fr	2020 (données publiées le 19/10/2023)
Diplôme le plus élevé de la population de 15 ans ou plus non scolarisée : -inférieur au baccalauréat -baccalauréat -supérieur au baccalauréat	INSEE, données en ligne données communales www.insee.fr	2020 (données publiées le 19/10/2023)
Densité, d'après la population totale et la superficie	INSEE, données en ligne données communales www.insee.fr	2020 (données publiées le 19/10/2023)
Foncier : prix médian au m ² des maisons (maisons anciennes)	Données sur les ventes, base de données des notaires https://www.immobilier.notaires.fr/	Prix médian sur 2 ans, Juin 2021-juin2023

Tableau 1. Variables socio-économiques et territoriales

Traitements statistiques et cartographie

La question de recherche implique de pouvoir fournir une réponse à une échelle la plus locale possible, dans la mesure où la proximité à la frontière compte. Cependant, le niveau communal est trop restreint, pour deux raisons : l'hétérogénéité de taille des communes françaises, avec notamment un nombre important de communes ayant une population peu nombreuse, induit un risque fort de fluctuations aléatoires ; certaines

données, comme les données du foncier, ne sont pas disponibles à ce niveau pour toutes les communes (elles ne le sont que lorsque le nombre de transactions foncières atteint un seuil critique). Nous avons fait ici le choix de cartographier au niveau des regroupements intercommunaux, les EPCI (établissements publics de coopération intercommunale), qui présentent l'intérêt d'avoir un stock de population suffisant pour prévenir les fluctuations aléatoires, et aussi d'être des structures pourvues d'organes de gouvernance – ce qui peut favoriser la reprise de nos résultats par les acteurs concernés.

En raisonnant à l'échelle des agrégats spatiaux que sont les EPCI, une limite doit d'emblée être rappelée : le risque d'erreur écologique (*ecological fallacy*) – limite classique dans les sciences du territoire, mais qu'il importe d'avoir à l'esprit pour interpréter les résultats (Freedman, 1999). Ce n'est pas parce qu'il y a une forte corrélation entre un type de vote et la présence d'une catégorie sociale particulière, qu'il est possible d'interpréter que cette catégorie sociale s'exprime par ce vote-là. Nous savons simplement qu'il y a concomitance de ces deux ordres de fait, sans pouvoir interpréter s'il y a une relation de causalité directe ou indirecte, voire d'absence de causalité. Les résultats permettront d'avoir une vision d'ensemble d'éléments concomitants : certains EPCI seront marqués par un dosage particulier d'un type de vote, avec certaines catégories sociales plus représentées que d'autres, un prix du foncier particulier et une certaine densité, d'autres par un autre dosage.

Les procédures statistiques seront de trois ordres successifs.

Dans un premier temps, une analyse par composantes principales (ACP) est menée pour fournir un résumé de l'information croisant les types de votes et les variables socio-économiques et territoriales. Cette première étape permet d'éclairer quelles sont les corrélations les plus fortes, et de résumer l'information à travers différents axes factoriels.

Dans un deuxième temps, une cartographie est réalisée, afin de montrer si les EPCI en situation frontalière se singularisent par rapport aux autres EPCI. Pour cartographier cela, les composantes principales issues de l'ACP sont traitées dans une classification ascendante hiérarchique (CAH), qui débouche sur une typologie des EPCI.

La singularité éventuelle des EPCI sera ainsi montrée, mais de nombreuses hypothèses resteront possibles pour l'expliquer, eu égard notamment aux dimensions qui échappent à l'analyse quantitative.

Dans un troisième temps, pour donner un cadrage à ces autres hypothèses, une dernière analyse quantitative est menée : au regard de la corrélation la plus forte ressortant de la première étape, à savoir celle existant entre le vote eurosceptique et la part des cadres parmi la population active, une régression linéaire est menée entre ces deux variables, pour se terminer par l'analyse des résidus. En particulier, la cartographie des résidus montrera où sont les EPCI qui échappent à la régularité statistique, et sera propice à la formulation de dernières hypothèses.

4. Résultats

Les résultats seront d'abord présentés globalement, en ne prenant en compte que les données électorales. Il ressortira que si le vote frontalier a une singularité, c'est davantage dans l'abstention que dans des tendances pro- ou anti-européennes. Mais ces données sont très liées aux caractéristiques socio-économiques (notamment niveaux de diplôme et classes sociales), et il se trouve que les espaces frontaliers présentent aussi la particularité de réunir de façon plus dense qu'ailleurs des profils d'habitants davantage ouvriers, et relativement moins diplômés – propices donc à l'abstention et à une orientation eurosceptique. Il s'avère donc indispensable de mener une analyse synthétique sur l'ensemble des facteurs, pour qualifier et modéliser les relations attendues (par exemple entre le vote eurosceptique et la part de la population faiblement diplômée), et *in fine* montrer les singularités frontalières.

Un niveau d'abstention record près des frontières

En suivant la typologie des listes en trois types suivant le niveau d'engagement pour l'Union européenne (cf. annexe 1), la tendance principale qui ressort réside dans l'absence apparente de lien entre un type de vote et situation frontalière. Cette absence ressort autant pour le vote europhile, le vote europhobe et le vote indifférent à l'Europe.

Par exemple, la carte des votes « europhobes » donne surtout à voir une opposition espaces urbains vs. espaces ruraux (figure 1). Les espaces les moins europhobes se trouvent dans les EPCI de Strasbourg et Nancy ; puis dans les grands autres espaces urbains que sont Reims, Metz, Colmar, Thionville, mais aussi l'essentiel de la plaine d'Alsace et tout le sillon lorrain jusqu'au sud des Vosges. A l'inverse, l'ensemble des zones rurales éloignées de ces espaces centraux déploient un vote clairement europhobe, avec un pic dans plusieurs zones industrielles et rurales des Ardennes, de l'Aube et de la Haute-Marne.

Les espaces frontaliers suivent cette tendance générale, avec cependant quelques nuances voire des contradictions. Par exemple, au nord du sillon lorrain et à la frontière du Luxembourg, l'EPCI rural de Cattenom (27.500 habitants répartis assez équitablement en 22 communes) présente le même niveau d'europhilie que des métropoles comme Metz ou Reims. En revanche, plusieurs EPCI ardennais limitrophes de la Belgique figurent parmi les plus europhobes ; et dans le sud de la plaine d'Alsace, à la frontière allemande, deux EPCI limitrophes présentent des niveaux particuliers d'europhobie, de façon d'autant plus surprenante qu'elles se situent face au parc d'attractions géant Europapark.

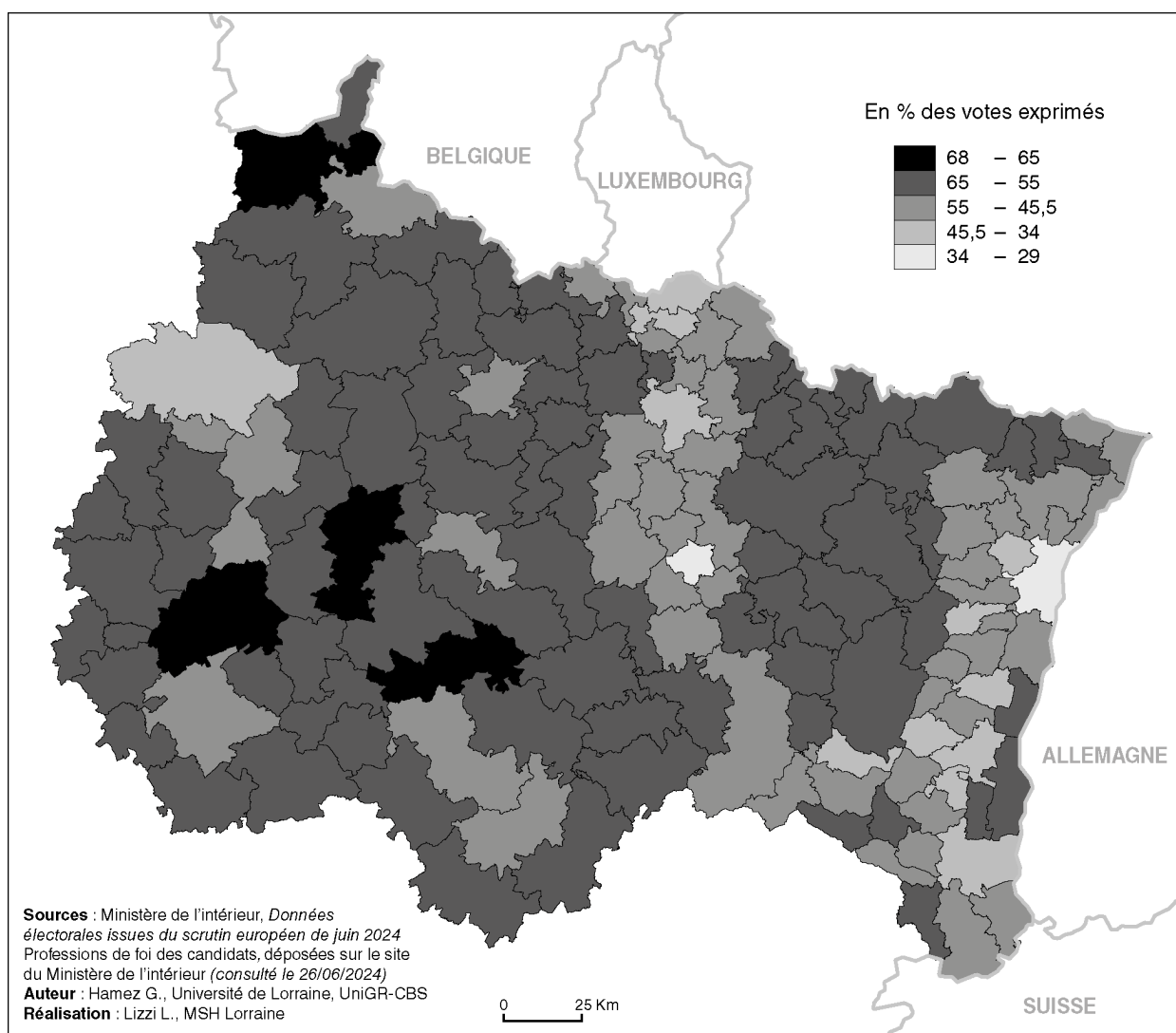


Figure 1. Part des votes europhobes sur l'ensemble des votes exprimés, scrutin européen de juin 2024

Source : Nombre de voix par liste, pour chaque commune ; Professions de foi, déposées sur le site du Ministère de l'Intérieur : <https://programme-candidats.interieur.gouv.fr> (consulté le 26/06/2024)

Cette représentation du vote europhobe ne permet donc pas de formuler de façon univoque une spécificité frontalière, tout au plus suggère-t-elle des ambiances très différentes dans la façon de considérer l'Europe quand on vit à la frontière.

En revanche, s'il y a une spécificité du vote européen à la frontière, elle réside paradoxalement dans l'absence de vote : le taux d'abstention est nettement plus fort à proximité des frontières que dans l'intérieur, depuis Givet jusqu'à Wissembourg ; le long du Rhin, cette tendance à l'abstention est moins marquée (figure 2). Les taux d'abstention les plus forts se retrouvent dans un type très particulier d'espace frontalier, à la fois extrêmement engagé dans des interactions frontalières, et situé dans des espaces post-industriels en reconversion (EPCI « Ardennes Rives de Meuse », aussi dénommé Pointe de Givet, entrée comme un saillant dans l'espace de la Belgique voisine ; EPCI du nord-ouest du sillon lorrain, connaissant un travail frontalier massif vers le Luxembourg ; périphérie mosellane de Sarrebruck, à travers l'EPCI du Warndt et l'EPCI Forbach-Portes de France).

Ces premières caractéristiques invitent à complexifier l'approche, en considérant le vote au regard des caractéristiques socio-économiques des espaces.

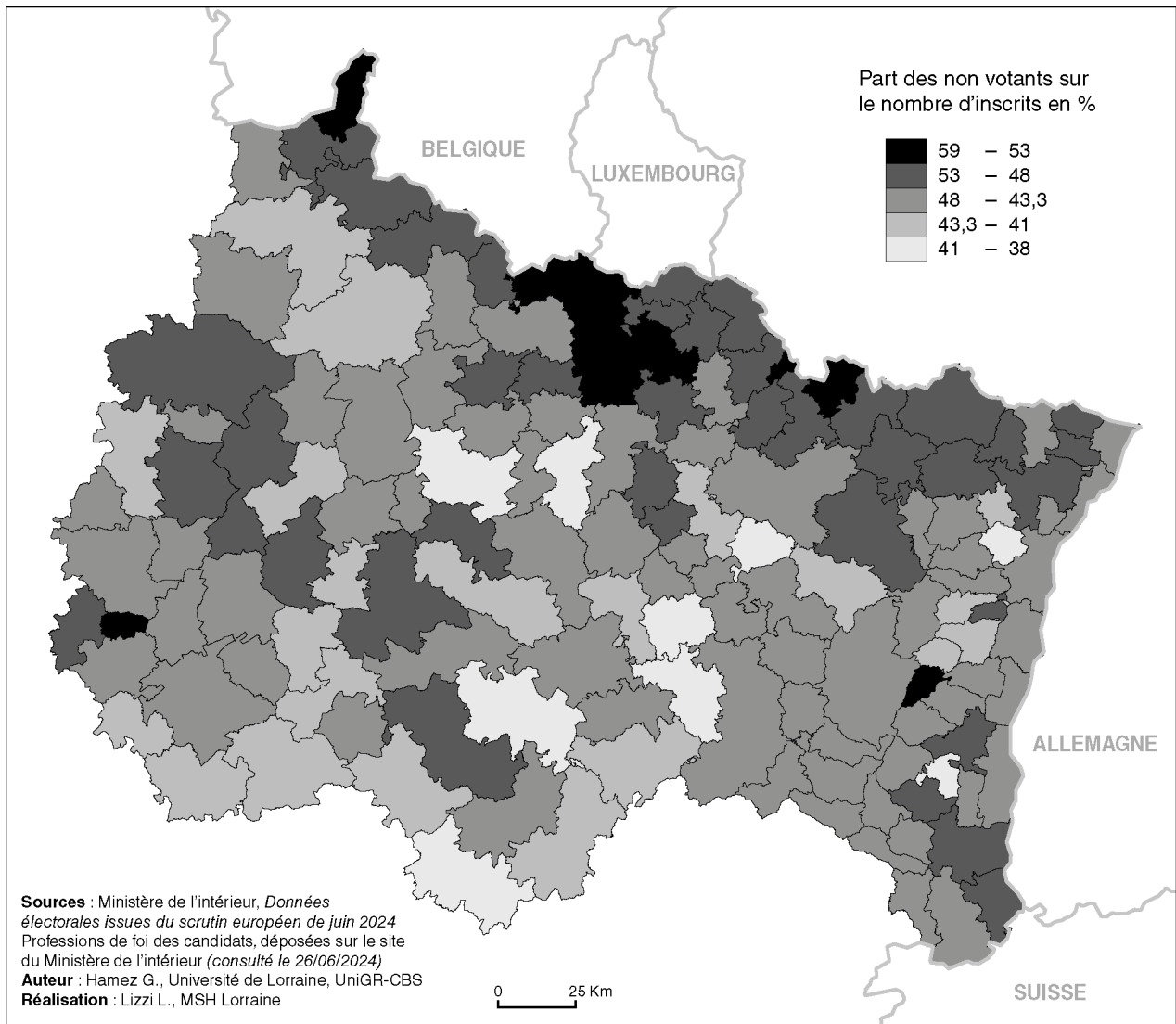


Figure 2. Taux d'abstention, scrutin européen de juin 2024

Source : Nombre de voix par liste, pour chaque commune ; Professions de foi, déposées sur le site du Ministère de l'Intérieur : <https://programme-candidats.interieur.gouv.fr> (consulté le 26/06/2024)

Un vote eurosceptique en lien avec de faibles niveaux de diplômes et une forte présence ouvrière, d'après l'ACP

Pour synthétiser et résumer une information riche, regroupant variables électorales, variables socio-économiques et variables foncières, l'analyse en composantes principales (ACP) est un outil particulièrement efficace. L'hypothèse sous-jacente est qu'il y a un lien entre le vote eurosceptique et les autres caractéristiques.

L'ACP étant une analyse des relations linéaires entre variables, pour éviter la co-linéarité entre elles, les suivantes ont été retenues : pour les diplômes, part de la population ayant un diplôme strictement supérieur au bac, et part de celle ayant un diplôme strictement inférieur au bac (les diplômés ayant le bac comme plus haut diplôme ne sont pas retenus, car il est complémentaire à ces deux dernières catégories) ; toutes les catégories sociales, en-dehors des indépendants et des agriculteurs ; le vote eurosceptique et le vote indifférent à l'Europe (le vote pro-Europe n'est pas retenu) ; le prix du foncier. Nous avons également ajouté la densité de population en habitants par km², compte tenu des débats indiquant que les zones moins denses peuvent être davantage protestataires et eurosceptiques que les « villes » (Guilluy 2010).

Le point le plus important est que nous avons fait le choix de ne pas introduire de variable qui induirait par elle-même une différenciation frontalière. Par exemple, comme cela ressort de la partie précédente, les EPCI frontalières se singularisent en bonne partie par une forte abstention ; nous n'avons donc pas considéré le taux d'abstention comme une variable d'entrée. L'objectif reste de déceler de façon synthétique les combinaisons entre variables, pour identifier si des singularités frontalières émergent.

De façon préalable à l'ACP, les taux de corrélation entre les variables prises deux à deux permettent d'apprécier les différents nœuds de relations. La figure 3 présente un graphe des corrélations restreint aux plus fortes valeurs, considérées ici arbitrairement comme celles supérieures à 0,7 ou inférieures à -0,7. Les corrélations les plus fortes rassemblent cadres, hauts niveaux de diplôme et prix élevé du foncier, le tout corrélé négativement avec le vote eurosceptique ; ce dernier est corrélé positivement avec de faibles niveaux de diplôme. Si ces enseignements ne sont pas surprenants, il est plus intéressant de considérer les niveaux plus faibles de corrélation : le niveau de corrélation entre le vote eurosceptique et la part des ouvriers n'est pas représenté, car inférieur au seuil de 0,7 défini ici ; la densité de population n'a pas non plus de corrélation rendue visible ici, ni la part des employés, des chômeurs ou du vote indifférent à l'UE.

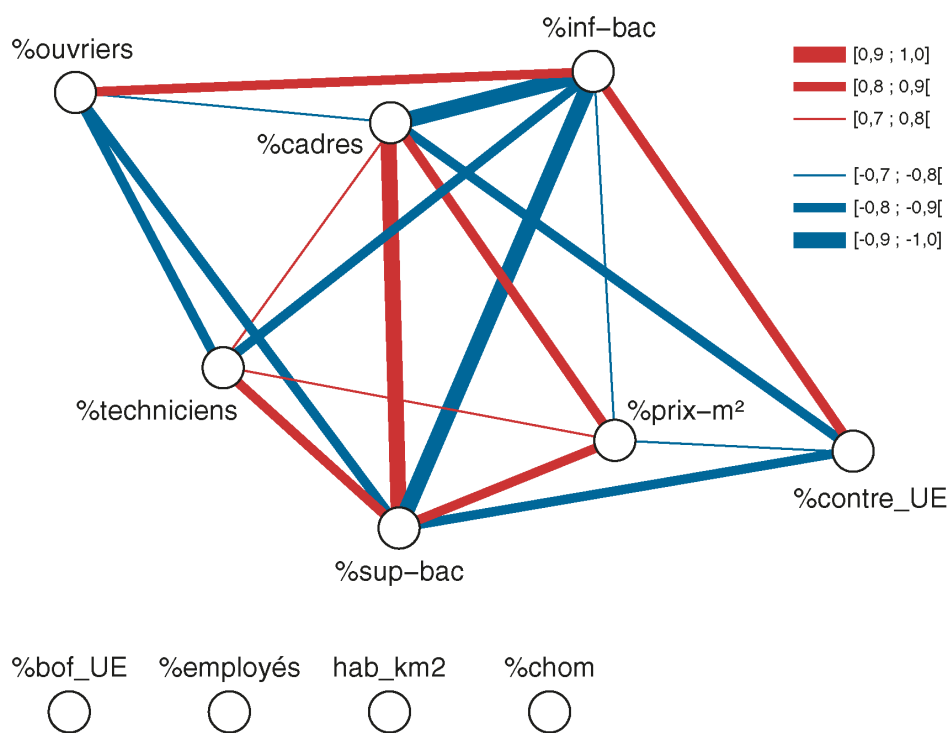


Figure 3. Graphe simplifié des corrélations entre type de vote et caractéristiques socio-économiques de l'EPCI.

Source : Données électorales issues du scrutin européen de juin 2024, publiées par le Ministère de l'Intérieur. Données socio-économiques de l'INSEE. Données du coût du foncier, site immobilier.notaires.fr

NB : Tous les coefficients de corrélation considérés sont significatifs à $\alpha=1\%$.

Dénomination des variables :

- %contre_UE : part de votes eurosceptiques
- %bof_UE : part de votes indifférents à l'UE
- %prix-m² : prix des maisons dans l'ancien, en écart à la moyenne du Grand Est
- %chom : taux de chômage
- %inf-bac : part de la population ayant un niveau de diplôme strictement supérieur au bac
- %inf-bac : part de la population ayant un niveau de diplôme strictement inférieur au bac

Les résultats de l'analyse en composantes principales sont représentés sur le tableau 2 :

- La 1^{ère} composante représente plus de 60% de l'information totale du tableau. Elle oppose d'un côté les cadres et techniciens, les diplômes supérieurs au bac et un prix du foncier élevé, à, d'un autre côté, le vote eurosceptique, les niveaux de diplôme inférieurs au bac, et les ouvriers.
- La 2^{ème} composante représente 17,33% de l'information. Elle détermine essentiellement la relation entre le vote indifférent à l'UE, les chômeurs, les employés et la densité.
- La 3^{ème} composante représente 8,75% de l'information. Elle oppose les ouvriers et les employés.
- La 4^{ème} composante, enfin, ne représente que 3,69% de l'information. Elle oppose la densité aux chômeurs et techniciens.

	CP1	CP2	CP2	CP4
Part des votes indifférents à l'UE	-507	756	133	86
Part des votes eurosceptiques	889	-115	-160	-43
Part des chômeurs dans la population active	460	742	166	369
Part des cadres dans la population active	-948	-64	112	85
Part des ouvriers dans la population active	853	12	442	-79
Part des techniciens dans la population active	-872	-96	-158	248
Part des employés dans la population active	230	585	-753	-122

Part des habitants dont le plus haut niveau de diplôme est inférieur au bac	958	156	123	21
Part des habitants dont le plus haut niveau de diplôme est supérieur au bac	-977	-118	-15	26
Ecart à la moyenne du prix au m ² des maisons dans l'ancien	-867	68	99	-103
Densité de population, en hab./_km2	-574	612	258	-384

Tableau 2. Coefficients de corrélation (Bravais-Pearson) entre les variables et les composantes principales.

À ce stade, le vote eurosceptique semble principalement être lié aux caractéristiques sociales (faible niveau de diplôme et part importante des ouvriers). Pour développer tout le potentiel de l'ACP, une cartographie de synthèse sera à présent menée.

La singularité des EPCI frontalières confirmée par la CAH

L'ACP présente l'intérêt de rendre les axes factoriels indépendants (en l'occurrence les composantes principales), ce qui rend possible l'établissement d'une typologie des EPCI. Une classification ascendante hiérarchique, en minimisant la variance intra-classes et maximisant la variance inter-classes, pour parvenir à une partition en 6 types homogènes d'unités spatiales. Les dénominations proposées dans la figure 4 correspondent à la légende de la carte (figure 5).

	Type A contre-courant	Type 2 Interstice	Type 3 Péri-métropolitain	Type 4 Fort fort lointain	Type Quasi métropolitain	Type Métropolitain
CP1 (60,47%)	+	+	-	+++	---	----
CP2 (17,33%)	++++	+	--	-	-	++++
CP3 (8,75%)	++	--	++	-	-	++++
CP4 (3,59%)	+	++	-	-	+	----

Figure 4. La typologie issue de la CAH, en 6 classes.

Distances positives : '+' faible (0.5), '++' sensible (0.5 -> 1.0), '+++ nette (1.0 -> 1.5), '++++ forte (>1.5)
Distances négatives : '-|' faible (-0.5), '--|' sensible (-0.5 -> -1.0), '---|' nette (-1.0 -> -1.5), '----|' forte (< -1.5)

La typologie présentée en figure 6 est riche de sens et offre un regard renouvelé sur les territoires du Grand Est en termes socio-économiques, spatiaux et électoraux :

- Le type « Métropolitain », en bleu foncé, regroupe les EPCI ayant un profil tranché : présence importante de cadres et de diplômés, vote eurosceptique faible, espaces denses, vote indifférent à l'Europe relativement élevé. Deux EPCI seulement constituent ce groupe, Nancy et Strasbourg.
- Le type « Quasi-métropolitain », dont la tendance est similaire au type précédent mais de façon sensiblement moins affirmée. On retrouve le sillon lorrain et le sillon alsacien, ainsi que Reims et Châlons-en-Champagne (mais pas l'EPCI de Troyes).
- Le type « Fort fort lointain », qui est opposé d'une certaine façon aux deux groupes précédents. S'y retrouvent des populations surtout ouvrières, à bas niveau de diplôme, eurosceptiques dans des espaces peu denses. Sur la carte, il ressort que ces espaces sont éloignés de tous les centres.
- Le type « Péri-métropolitain », caractérisé par une présence plus importante d'ouvriers et de chômeurs, dans des espaces relativement peu denses, sans que le vote soit particulièrement eurosceptique. Sur la carte, il s'agit d'espaces situés à la périphérie directe des espaces centraux.
- Le type « Interstices », comprenant des espaces peu denses, marqué par la présence d'employés et de chômeurs, sans comportement électoral particulier. Ce sont des espaces assez neutres, qui font tampon entre les catégories précédentes.
- Le type « à contre-courant », comprenant des espaces denses avec une part notable d'ouvriers, d'employés et de chômeurs, avec un vote plutôt indifférent à l'Europe. Nous l'avons nommé « à contre-courant » car malgré la faible présence des populations pro-UE telles que les cadres et les diplômés, il n'y a pas d'euroscepticisme particulier.

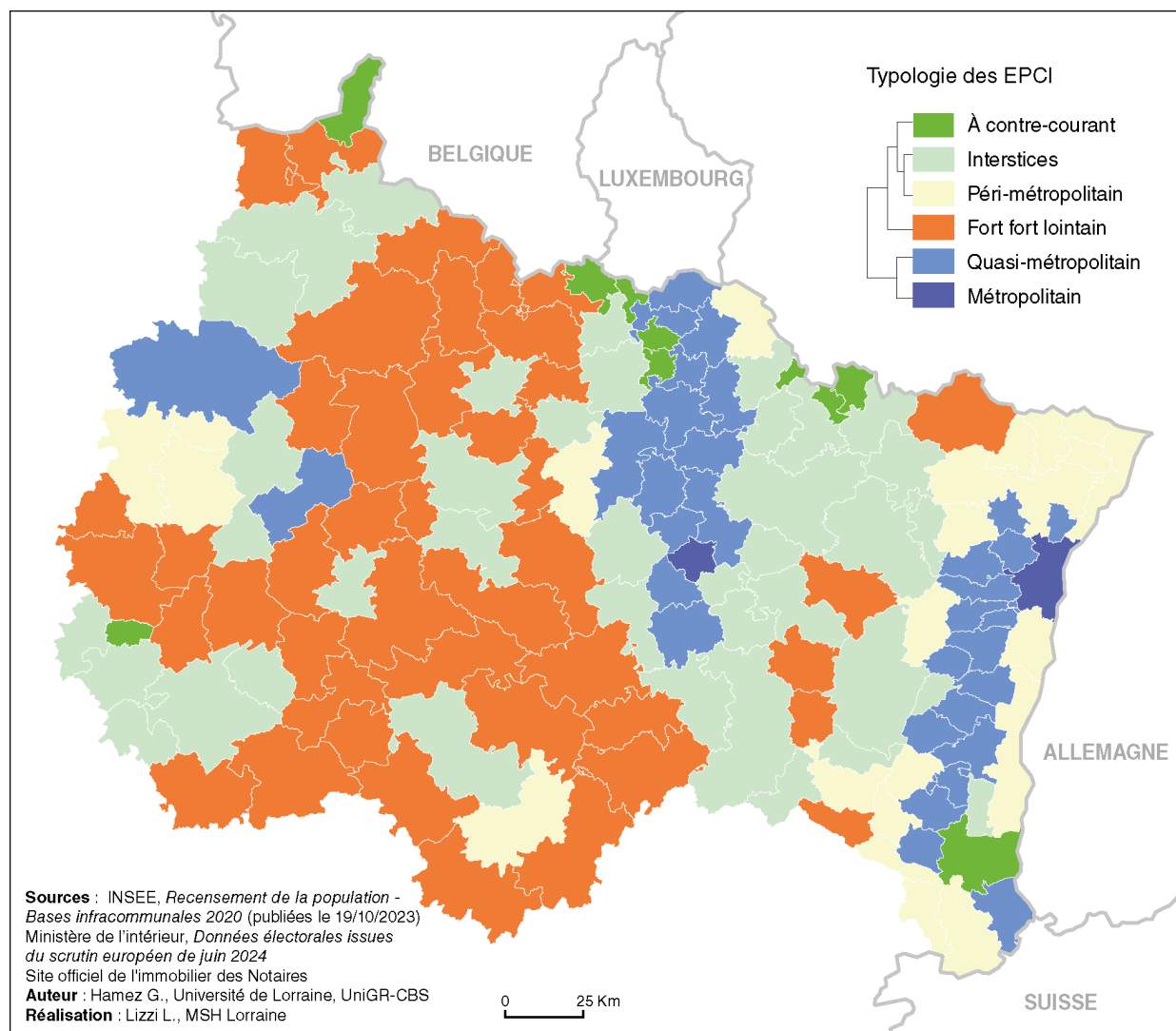


Figure 5. Typologie des EPCI du Grand Est, en fonction du vote eurosceptique et des caractéristiques socio-économiques
 Source : Données électorales issues du scrutin européen de juin 2024, publiées par le Ministère de l'Intérieur. Données socio-économiques de l'INSEE. Données du coût du foncier, site immobilier.notaires.fr

De façon assez surprenante, ce type « à contre-courant », moins eurosceptique qu'il ne devrait l'être compte tenu de sa composition sociologique, comprend des EPCI tous situés à proximité des frontières nationales, à l'exception d'un seul qui est situé dans l'Aube. Ces zones frontalières sont la Pointe de Givet, les espaces anciennement industrialisés du nord du sillon lorrain et de Moselle-Est, ainsi que Mulhouse. Dans ces espaces-là, il y aurait bien une singularité frontalière d'un vote moins eurosceptique qu'attendu. Pour vérifier cette hypothèse, une régression linéaire sera à présent menée.

Un vote eurosceptique moins fort qu'escompté près de certaines frontières

Dans cette dernière section, l'objet sera de mettre en place un modèle de relation expliquant le vote eurosceptique, pour déterminer si les valeurs constatées aux frontières s'éloignent du modèle.

Le modèle en question est très simple, et s'appuie sur une des corrélations les plus fortes du vote eurosceptique : la corrélation négative entre ce vote et la part des diplômés du supérieur ($r=-0,8533$). Le diagramme de corrélation indique que si la majeure partie des unités spatiales reste dans une certaine proximité avec le tracé de la droite de régression, un petit nombre d'autres unités spatiales s'en écarte (figure 6). Un calcul des résidus entre la valeur constatée et la valeur issue du modèle de régression linéaire permet

de mettre en exergue les zones ayant un vote eurosceptique particulier, eu égard au vote qu'il y aurait eu s'il n'était dû qu'au niveau de diplôme.

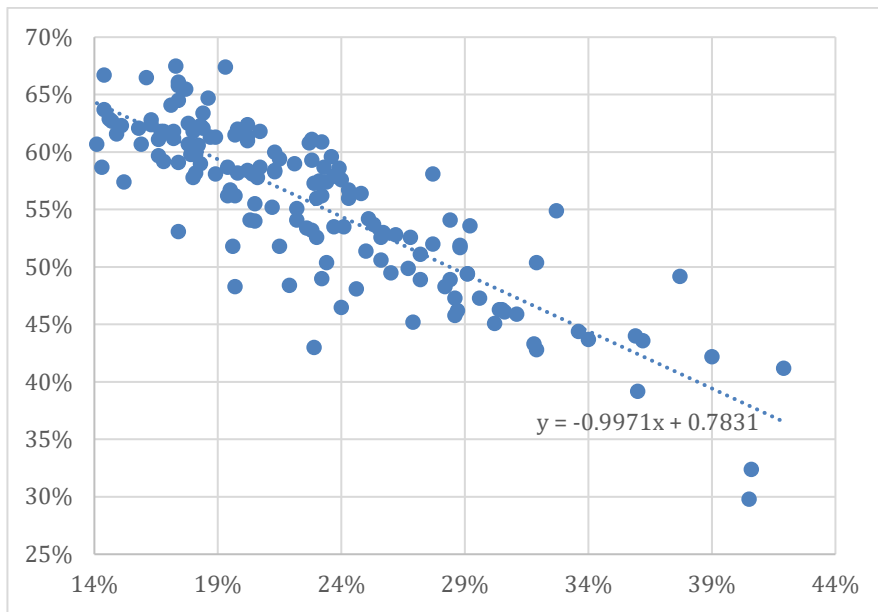


Figure 6. Diagramme de corrélation, entre le vote eurosceptique et la part des diplômés du supérieur dans la population

Source : Données électorales issues du scrutin européen de juin 2024, publiées par le Ministère de l'Intérieur. Données socio-économiques de l'INSEE. Données du coût du foncier, site immobilier.notaires.fr

Pour la cartographie des résidus effectuée sur la figure 7, nous n'avons représenté que les résidus ayant les valeurs les plus notables. Les résidus positifs, de couleur rouge sur la carte, correspondent à des espaces où le vote eurosceptique est bien plus fort que ne le laisserait attendre le niveau de diplôme des habitants. Il comprend des EPCI de la périphérie messine, du nord des Ardennes et de la Champagne. Les résidus négatifs, en bleu sur la carte, indiquent au contraire les endroits où le vote eurosceptique est moins répandu qu'attendu, au regard du niveau de diplôme des habitants. On retrouve dans cette catégorie les métropoles de Strasbourg et de Nancy, de même que les vallées est-vosgiennes, qui ont pour singularité d'être des espaces touristiques et denses en fond de vallée. Mais on y retrouve surtout plusieurs des espaces frontaliers définis dans la section précédente comme étant « à contre-courant », autour de Longwy et Villerupt en Lorraine, ou à Mulhouse en Alsace. Le nord-Alsace frontalier apparaît ici également.

Cette dernière expérimentation sur les données confirme que l'euroscepticisme est moins répandu qu'attendu dans plusieurs contextes frontaliers.

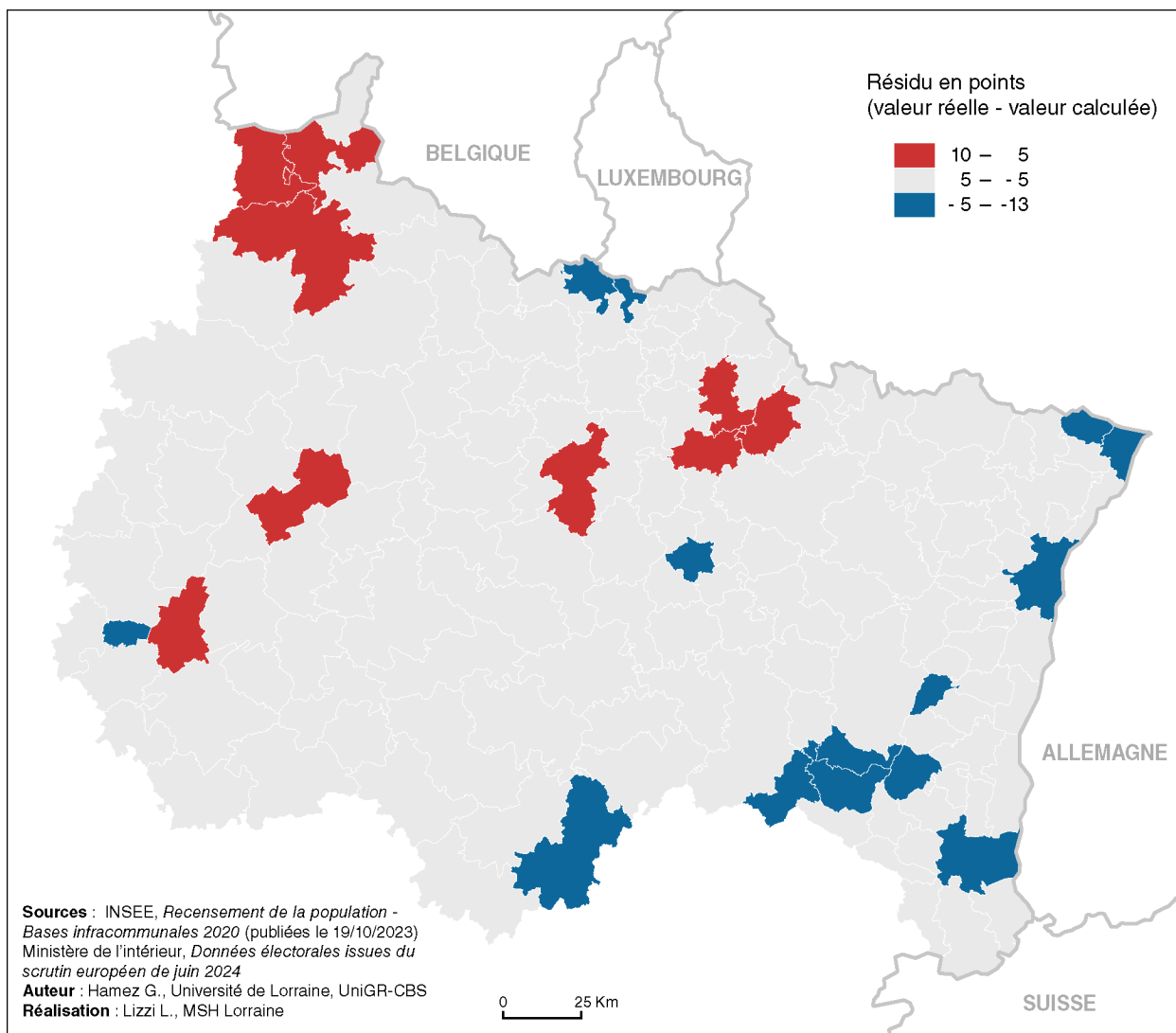


Figure 7. Cartographie des résidus, régression linéaire du vote eurosceptique en fonction de la part des moins diplômés
Source : Données électorales issues du scrutin européen de juin 2024, publiées par le Ministère de l'Intérieur. Données socio-économiques de l'INSEE. Données du coût du foncier, site immobilier.notaires.fr

5. Conclusion

Les éléments réunis dans ce Working Paper aboutissent à une représentation complexe des ambiances frontalières. Les enseignements et questions soulevées sont de trois types : théoriques, méthodologiques et empiriques.

D'un point de vue théorique, en termes géographiques, l'échelle locale d'analyse a été ici privilégiée. Ce choix n'est pas anodin, il présuppose que la distance à la frontière exerce un rôle central pour les affiliations électorales des habitants. En cela, c'est une position théorique divergente par rapport à celle d'autres chercheurs travaillant à l'échelle d'agrégats spatiaux plus vastes, comme Nasr et Rieger (2023) à l'échelle des NUTS3 (équivalent aux départements français). Le simple choix de l'échelle d'analyse induit les résultats : ces deux derniers auteurs ont démontré que l'euroscepticisme domine dans les NUTS3 frontaliers à l'échelle de l'UE ; nous démontrons au contraire que le NUTS3 n'est pas une échelle pertinente d'analyse, car s'il y a des effets de la proximité de la frontière sur le vote, c'est à l'échelle locale de quelques kilomètres qu'ils sont perceptibles (voire un peu davantage dans le cas d'un intense travail frontalier, comme cela s'opère à proximité du Luxembourg). L'espace compte, la distance à la frontière compte, même dans la société actuelle où croît le recours à l'immatériel et les pratiques à distance. Il reste nécessaire de poursuivre les investigations d'ordre théorique pour caractériser conceptuellement le lien à la frontière

D'un point de vue méthodologique, ce Working Paper a caractérisé des ambiances ou atmosphères territoriales, au croisement de comportements électoraux, de caractéristiques socio-économiques des habitants (classes sociales et niveaux de diplômes) et de données foncières. Les méthodes mises en œuvre sont robustes et offrent une représentation claire des tendances. Elles ne sauraient toutefois se suffire à elles-mêmes : fondées sur des corrélations d'ordre spatial, elles ne permettent pas d'affirmer les liens de causalité entre votes et catégories sociales ou autres variables. Des méthodologies davantage sociologiques seraient utiles pour progresser dans la détermination du système de causalité déterminant le vote en espaces frontaliers (Hamman 2013).

D'un point de vue empirique, les résultats montrent l'existence d'une spécificité frontalière, en ajoutant de nombreuses nuances.

Premier élément, cette spécificité n'est pas d'être particulièrement pro-européen ou anti-européen ; au contraire, elle tient plus à un désengagement, dans le sens d'une abstention particulièrement élevée, comme cela avait déjà été remarqué lors du référendum de 2005 pour le Traité constitutionnel (Boy et Chiche, 2005). Et c'est encore plus accusé dans les espaces nord-lorrains ouvriers envoyant de nombreux travailleurs frontaliers au Luxembourg. Est-ce que ces populations se sentiraient moins tenues à remplir leurs obligations de citoyenneté, étant pour certaines situées entre deux systèmes nationaux, l'un où elles touchent leur revenu et payent leurs impôts, l'autre où elles résident et développent leur vie sociale ? Ce serait une hypothèse à sonder.

Deuxième élément, la typologie a mis en évidence un type d'espaces particuliers, que nous avons dénommés « à contre-courant », et qui se trouvent principalement le long des frontières nationales. Ils sont marqués par une certaine densité de population, une présence marquée d'ouvriers, de chômeurs et d'employés, et un vote plutôt moins eurosceptique qu'attendu. Nous posons l'hypothèse que les ouvriers et employés résidant aux frontières pourraient avoir un vote moins contestataire que ceux qui résident plus loin des frontières.

Troisième élément empirique, la régression linéaire du vote eurosceptique par la part des diplômes supérieurs au bac a confirmé que dans plusieurs espaces frontaliers français, l'euroscepticisme est sensiblement moins élevé que ne le laisserait attendre le niveau de diplôme des habitants. Cela concerne des espaces aussi variés que les EPCI en transition industrielle à la frontière du Luxembourg (autour de Longwy et Villerupt) ou de l'Allemagne (autour de Mulhouse), de gros bourgs ruraux (autour de Wissembourg) ou la métropole de Strasbourg. Inversement, les EPCI frontaliers des Ardennes ont un vote plus eurosceptique – dans un contexte territorial où la proximité frontalière est moins riche d'opportunités d'emplois. Nous posons enfin l'hypothèse qu'une atonie frontalière peut être un facteur d'euroscepticisme.

REFERENCES

- Balogh, P. (2013). « Sleeping abroad but working at home: Cross-border residential mobility between transnationalism and (re) bordering ». *Geografiska Annaler: Series B, Human Geography*, 95(2), 189–204.
- Bellanger, E., Desage, F., Haute, T., Rivière, J. (2023) « Élections nationales 2022 : pour une analyse localisée du vote et de ses enjeux », Numéro spécial, *Métropolitiques*, 10.56698, <https://shs.hal.science/halshs-03890927>
- Boy, D., Chiche, J. (2005). « Les structures politiques et sociales du vote 'Non'. » *Cahiers du CEVIPOF* no. 42:92-109.
- Casson, M. et al (Eds.) (2006) *The Oxford Handbook of Entrepreneurship*, Oxford University Press, Oxford.
- Durand, F., Decoville, A. (2019). "A multidimensional measurement of the integration between European border regions". *Journal of European Integration*, 1–16.
- Demers, A. (2009) 'The war at home: consequences of loving a veteran of the Iraq and Afghan wars.' *The Internet Journal of Mental Health*, 6(1) [online] http://www.ispub.com/journal/the_internet_journal_of_mental_health/volume_6_number_1_45/article/the-war-at-home-consequences-of-loving-a-veteran-of-the-iraq-and-afghanistan-wars.html (Accessed 15 July 2010).
- Dokoupil, J., Havlicek, T. "Border and border region: theoretical aspects, identification and determination" *Acta Universitatis Carolinae. Geographica*, vol. 37, n°. 1, pp. 27-44.
- Drevon, G., (2016) *Mobilité quotidienne et stratégies d'adaptation spatio-temporelles des ménages : une approche comparée des espaces transfrontaliers et non frontaliers des métropoles luxembourgeoises et grenobloises*. PhD: Univ. Grenoble-Alpes <https://theses.hal.science/tel-01481282/>
- Estrin, S., Meyer, K.E. and Bytchkova, M. (2006) 'Entrepreneurship in transition economies', in Casson, M. et al (Eds.), *The Oxford Handbook of Entrepreneurship*, Oxford University Press, Oxford, pp.693–725.
- Freedman, D. A. (1999). « Ecological Inference and the Ecological Fallacy ». *International Encyclopedia of the Social & Behavioral Sciences*, Technical Report No. 549. <https://web.stanford.edu/class/ed260/freedman549.pdf>
- Gabel, M., Palmer, H. D. (1995). « Understanding variation in public support for European integration ». *European Journal of Political Research*, 27(1), 3–19.
- Gana, A., Van Hamme, G., Ben Rebah, M (2012) « Géographie électorale et disparités socio-territoriales : les enseignements des élections pour l'assemblée constituante en Tunisie », *L'espace politique*, 2012-3, <https://doi.org/10.4000/espacepolitique.2486>
- Girard, V. (2012), « Les votes à droite en périurbain : frustrations sociales » des ménages modestes ou recompositions des classes populaires ? », *Métropolitiques*, 30 avril 2012. <https://metropolitiques.eu/Les-votes-a-droite-en-periurbain.html>
- Gombin, J., Rivière, J. (2014) « Vers des convergences interdisciplinaires dans le champ des études électorales ? », *L'Espace Politique*, 23 | 2014-2, <https://doi.org/10.4000/espacepolitique.3047>
- Guilluy, C. (2010) *Fractures françaises*, Paris : Bourin Éditeur.
- Hamman Ph. (2013)., *Sociologie des espaces-frontières. Les relations transfrontalières autour des frontières françaises de l'Est*, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg,
- Kuhn, T. (2012). « Europa ante portas: Border residence, transnational interaction and Euroscepticism in Germany and France ». *European Union Politics*, 13(1), 94–117.
- Kuhn, T. (2015). *Experiencing European integration: Transnational lives and European identity*. Oxford University Press
- Leconte, C. (2010). *Understanding Euroscepticism*. Palgrave Mc Millan, London
- Lubbers, M., & Scheepers, P. (2005). « Political versus Instrumental Euro-scepticism: Mapping Scepticism in European Countries and Regions ». *European Union Politics*, 6(2), 223-242
- Mahler, V.A., Taylor, B.J. & Wozniak, J.R. (2000). « Economic and public support for the European Union: An analysis at the national, regional and individual levels ». *Polity* 17(3): 429–453.
- Nasr, M., Rieger, P. (2023) „Bringing geography back in: Borderlands and public support for the European Union *Journal of Political Research* doi: 10.1111/1475-6765.12652

- Pallagst, K. and Hartz, A. (2018) 'Raumplanung in Grenzregionen: Gratwanderung zwischen neuen Leitbildern und alten Planungstraditionen? ', in Pallagst, K. et al. (Eds.), *Border Futures – Zukunft Grenze – Avenir Frontière. Zukunftsfähigkeit Grenzüberschreitender Zusammenarbeit*, pp.70–87.
- Pigeron-Piroth, I., Wille, Ch., Belkacem, R., Clément, F. (2024) « Chapitre 1. Le travail frontalier dans la Grande Région : réalités et défis », pp.15-38 in : Clément F. et al. *Cross-Border Work in Europe, Realities and challenges*, Larcier, Luxembourg
- Pradis, M.-O. (2014), « Controverses sur le vote frontiste », *Esprit*, 11-2014
- Rippl, S., Bücker, N., Petrat, A., & Boehnke, K. (2010). "Crossing the frontier: transnational social integration in the EU's border regions". *International Journal of Comparative Sociology*, 51(1-2), 5–31
- Rivière, J. (2022) *L'illusion du vote bobo*, Presses universitaires de Rennes, 2022
- Schönwald, A. (2013). "Identities and stereotypes in cross-border regions". In A. Lechevalier & J. Wielgoth (Ed.), *Borders and border regions in Europe. Changes, challenges and chances* (pp. 113–127). Transcript Verlag.
- Smith, A. and Brown, D. (2005) *Quantitative Data Analysis with SPSS for Windows*, 2nd ed., Routledge, London.
- Tobler, W.R. (1970). "A Computer Movie Simulating Urban Growth in the Detroit Region." *Economic Geography* 46(sup1), 234–40.
- Wille, Ch. (2012) *Grenzgänger und Räume der Grenze*. Peter Lang, Frankfurt/Main.
- Williams, P. and Naumann, E. (2011) 'Customer satisfaction and business performance: a firm-level analysis', *Journal of Services Marketing*, Vol. 25 No.1, pp.20 – 32

NOTE BIOGRAPHIQUE

Grégory Hamez – Professeur de géographie à l'Université de Lorraine, il est responsable de l'UniGR-Center for Border Studies dans son université, et Directeur du Master mention Urbanisme et Aménagement. Il est chargé de mission auprès de la Présidente de l'Université pour la stratégie franco-allemande. Auteur d'un mémoire de HDR intitulé « Pour une analyse géographique des espaces transfrontaliers : Contribution théorique et méthodologique », il a dirigé plusieurs livres collectifs et écrit différents articles en *border studies*, en privilégiant une approche spatiale, décentrée et interdisciplinaire.

ANNEXE 1

Nom de la liste	Porteur de la liste	Citation issue de la profession de foi	Pro-UE	Eurosceptique	Sans position sur l'UE
LA FRANCE REVIENT ! AVEC JORDAN BARDELLA ET MARINE LE PEN	Jordan Bardella	"Contre l'Europe de Macron, nous portons l'Europe des Nations, qui protège votre identité, votre sécurité et votre pouvoir d'achat." (Cf. aussi titre de la liste)		X	
BESOIN D'EUROPE	Valérie Hayer	"Face à ceux qui veulent défaire l'Europe et dans une élection à un tour, ne nous dispersons pas dans des votes sans lendemain : unissons nos voix pour que la France conserve son rang en Europe et pour que l'Europe fasse encore plus pour améliorer notre quotidien, garantir notre santé, assurer notre sécurité et notre prospérité et celle des générations qui viennent"	X		
REVEILLER L'EUROPE	Raphaël Glucksmann	"Défendre l'Europe" ... "stratégie du « fabriqué en Europe » et en adoptant un « Buy European Act » qui réserve la commande publique européenne en priorité aux productions européennes..." "Faire « l'Europe du train »"... "Faire de l'Europe une puissance féministe"..."	X		
LA FRANCE INSOUMISE - UNION POPULAIRE	Manon Aubry	Citation de Mélenchon dans le programme : "Elle [Manon Aubry] incarne ce peuple français qui			X

		tient bon dans l'adversité et reste uni. Nous avons besoin de sa victoire car le vote du 9 juin commence l'après-Macron."			
LA DROITE POUR FAIRE ENTENDRE LA VOIX DE LA FRANCE EN EUROPE	François-Xavier Bellamy	"Nous savons ce que nous voulons, et nous l'affirmons avec constance et clarté (...)une Europe qui transmette notre culture, en assumant ses racines plutôt que de les nier » :	X		
LA FRANCE FIERE, MENEES PAR MARION MARECHAL ET SOUTENUE PAR ERIC ZEMMOUR	Marion Maréchal	"Pour l'Europe des nations et des civilisations", "Je suis une Française attachée à notre souveraineté" (M. Marechal)		X	
EUROPE ECOLOGIE	Marie Toussaint	"Pour l'Europe, pour nos vies, l'écologie", "Il est temps d'inventer à l'échelle européenne les protections du 21e siècle dont nous avons besoin." (M. Toussaint)	X		
PARTI ANIMALISTE - LES ANIMAUX COMPTENT, VOTRE VOIX AUSSI	Hélène Thouy				X
GAUCHE UNIE POUR LE MONDE DU TRAVAIL SOUTENUE PAR FABRIEN ROUSSEL	Léon Deffontaines	"Refuser l'élargissement de l'UE... relocaliser l'industrie. Réformer la PAC (Politique agricole commune) pour mieux rémunérer les agriculteurs... Défendre l'exception culturelle contre l'uniformisation"		X	
ALLIANCE RURALE	Jean Lassalle	"L'Europe est devenue une machine à détruire les libertés, les cultures, les modes de vie, les métiers et le pouvoir d'achat." "Propositions : Souveraineté - Tout texte d'origine européenne doit être systématiquement débattu et voté au Parlement français avant d'être transposé en droit français"		X	
ECOLOGIE AU CENTRE	Jean-Marc Governatori	"Reconstruire l'Europe de la paix... Garantir l'Europe sociale... Soutenir l'Europe de la jeunesse..."	X		
L'EUROPE CA SUFFIT !	Florian Philippot	"SORTIR DE L'UNION EUROPÉENNE ! Le Frexit est la seule solution pour retrouver la maîtrise de notre destin !"		X	
LISTE ASSELINEAU-FREXIT, POUR LE POUVOIR D'ACHAT ET POUR LA PAIX	Asselineau	Pas de profession de foi déposée sur le site du Ministère de l'Intérieur, mais le titre de la liste contient "Frexit"		X	
LUTTE OUVRIERE - LE CAMP DES TRAVAILLEURS	Nathalie Artaud	"Le problème n'est pas de savoir si les décisions sont prises à Bruxelles ou à Paris, mais quelle classe sociale les prend et pour quels intérêts. Tant que la grande bourgeoisie et ses multinationales domineront, il n'y en aura que pour les milliardaires, quitte à ce qu'ils laissent un champ de ruines derrière eux."			X
ECOLOGIE POSITIVE ET TERRITOIRES	Yann Wehring	"Nous remettons au goût du jour le slogan historique de l'écologie : « penser global, agir local ». C'est pourquoi nous renforcerons les territoires pour mieux donner envie d'Europe. Nous accorderons une plus grande importance au Comité Européen des Régions. Fermelement attachés aux valeurs fondatrices de la République, nous érigerons le principe de laïcité à l'échelle européenne."	X		
EQUINOXE : ECOLOGIE PRATIQUE ET RENOUVEAU DEMOCRATIQUE	[pas de porteur de liste]	"En votant Équinoxe vous votez pour une liste entièrement citoyenne. Vous votez pour une écologie qui met la science au premier plan, pour la qualité du débat, le rejet des dogmes, le dépassement des clivages. Voter pour Équinoxe c'est croire en l'avenir, car l'avenir croit en nous !"			X
EUROPE TERRITOIRES ECOLOGIE	Guillaume Lacroix	"Pour une Europe présente au quotidien et à l'écoute de nos territoires, avec la fédération Régions et Peuples Solidaires (R&PS), nous avons fait converger	X		

		des citoyens attachés aux identités et réalités régionales. Pour une Europe plus démocratique, écologique et solidaire, nous nous sommes alliés avec Volt, premier parti paneuropéen défendant un projet unique et les valeurs fédéralistes partout dans l'Union européenne. Pour une Europe qui nous respecte nous avons rassemblé la grande famille républicaine des sociaux-démocrates et des progressistes.			
POUR UN MONDE SANS FRONTIÈRES NI PATRONS, URGENCE REVOLUTION !	Selma Labib	"SANS PATRIE NI FRONTIÈRES, UNE SEULE CLASSE OUVRIÈRE"			X
PARTI PIRATE	Caroline Zorn	"Nos objectifs ? Protéger notre environnement avec l'appui de la science, défendre nos libertés fondamentales, conserver des soins de santé de qualité, faire grandir les régions d'Europe, innover pour compter dans un monde où l'Europe doit rester un phare"	X		
NOUS LE PEUPLE	[pas de porteur de liste]	"L'élection européenne du 9 juin est l'occasion où jamais de redire trois fois NON ! NON à la dissolution de la France dans l'U.E. NON aux traités qui ruinent notre économie. NON à l'élargissement à l'Ukraine et à la Moldavie, les deux pays où le salaire minimum est le plus bas."		X	
FREE PALESTINE	[pas de porteur de liste]	[pas de profession de foi]			X
PACE - PARTI DES CITOYENS EUROPEENS, POUR L'ARMÉE EUROPEENNE, POUR L'EUROPE SOCIALE, POUR LA PLANÈTE !	Audric Alexandre	"POUR L'ARMÉE EUROPÉENNE, POUR L'EUROPE SOCIALE, POUR LA PLANÈTE ! VERS LA RÉPUBLIQUE EUROPÉENNE"	X		
"POUR LE PAIN, LA PAIX, LA LIBERTÉ !" PRESENTÉE PAR LE PARTI DES TRAVAILLEURS	Camille Adoue	"A la politique de Macron et de l'Union européenne, le Parti des travailleurs oppose trois exigences : le pain, la paix, la liberté"			X
ESPERANTO LANGUE COMMUNE	Laure Patas d'Il-liers	"Avoir recours à une langue commune équitable favorisera l'émergence d'une société civile européenne capable de mieux coopérer à tous les niveaux. Cela contribuera à la vigueur démocratique d'une Europe au multilinguisme renforcé. Offrons aux Européennes et Européens la possibilité de faire société de manière conviviale dans un véritable espace public européen."	X		
FORTERESSE EUROPE - LISTE D'UNITE NATIONALISTE	Pierre-Marie Bonneau	"Sortir de l'Union Européenne, de l'OTAN, de l'euro et des accords de libre échanges transatlantiques."		X	
FRANCE LIBRE	[pas de porteur de liste]	"Pour la Défense des Libertés Individuelles et de la Démocratie, Le Respect du Vivant, La Souveraineté de la France, Une Politique de Paix et la Protection des Enfants."		X	
DEFENDRE LES ENFANTS	Gaël Coste-Meunier	[pas de profession de foi]			X
NON A L'UE ET A L'OTAN, COMMUNISTES POUR LA PAIX ET LE PROGRES SOCIAL	Charles Hoareau	Alors non ! L'UE, soumise à l'expansionnisme désormais sans limite de l'OTAN, n'est ni un espace de démocratie et de progrès social, ni un point d'appui pour la paix, mais une alliance des quelques États qui voudraient gouverner le monde contre l'intérêt de tous les peuples."		X	
LA RUCHE CITOYENNE	Lorys Elmayer	"Sans abeille, pas d'Europe... Unissons-nous comme les abeilles pour construire un avenir politique, écologique et respectueux des animaux, où chaque citoyen a sa place... Nous aspirons à une Europe où la voix de chaque citoyen compte..."			X

POUR UNE AUTRE EUROPE	[pas de porteur de liste]	"Pour et Comment mettre la FHEU* sans la brûler Pour Une Autre Europe (*France Hors Européenne Union)"		X	
CHANGER L'EUROPE	[pas de porteur de liste]	"Organiser un référendum pan-européen le même jour dans tous les pays, pour rompre avec toutes ces années où l'Europe s'est construite sans les peuples et mettre au coeur des politiques européennes les questions sociales et écologiques en proposant au vote de nouveaux traités."	X		
PAIX ET DECROISSANCE	[pas de porteur de liste]	"sortir de cette U.E. toute entière organisée autour de la compétition du libre-échange pour construire une coopération européenne. Nos propositions vont dans le sens d'une confédération des peuples indépendants, libérés de l'Otan, acceptant la multipolarité du monde, et organisé en bi-régions autonomes, dans une perspective de relocalisation des productions et des consommations de base. Pour empêcher la réémergence d'une technocratie, un Sénat des peuples européens constitué de citoyens disposant d'un droit de blocage sur toutes les décisions, garantirait efficacement le pouvoir des peuples dans la coopération européenne à reconstruire."			X
PARTI REVOLUTIONNAIRE COMMUNISTES	Olivier Terrien	"Pour l'Europe, pour nos vies, l'écologie", "Il est temps d'inventer à l'échelle européenne les protections du 21e siècle dont nous avons besoin." (M. Toussaint)		X	
POUR UNE DEMOCRATIE REELLE : DECIDONS NOUS-MEMES !	[pas de porteur de liste]	[pas de profession de foi]			X
NON ! PRENONS-NOUS EN MAINS	[pas de porteur de liste]	"Refuser l'élargissement de l'UE... relocaliser l'industrie. Réformer la PAC (Politique agricole commune) pour mieux rémunérer les agriculteurs... Défendre l'exception culturelle contre l'uniformisation"	X		
DEMOCRATIE REPRESENTATIVE	Hadama Traore	"L'Europe est devenue une machine à détruire les libertés, les cultures, les modes de vie, les métiers et le pouvoir d'achat." "Propositions : Souveraineté - Tout texte d'origine européenne doit être systématiquement débattu et voté au Parlement français avant d'être transposé en droit français"			X
LIBERTE DEMOCRATIQUE FRANCAISE	Patrice Grudé	"Reconstruire l'Europe de la paix... Garantir l'Europe sociale... Soutenir l'Europe de la jeunesse..."		X	
POUR UNE HUMANITE SOUVERAINE	[pas de porteur de liste]	"POUR L'ARMÉE EUROPÉENNE, POUR L'EUROPE SOCIALE, POUR LA PLANÈTE ! VERS LA RÉPUBLIQUE EUROPÉENNE"			X

Tableau. Classement des 38 listes déposées en France aux élections européennes de 2024, en fonction de l'engagement européen

Source : Professions de foi des candidats, déposées sur le site du Ministère de l'Intérieur :

<https://programme-candidats.interieur.gouv.fr> (consulté le 26/06/2024)

cbs.uni-gr.eu
borderstudies.org

